

# La Libération du Congo

## Eclairage par l'épreuve du Coronavirus

---

Congolais traîtres de ses compatriotes, même de ses propres compagnons du devoir, de ses propres amis etc. . .  
Congolais collabos à l'Occupation rwandaise ! Nous sommes, nous-mêmes, les artisans du joug rwandais sous lequel ploie notre peuple. C'est nous qui l'entretenons, c'est nous qui le nourrissons, c'est nous qui le consolidons, c'est nous qui, constamment, le redynamisons à chaque étape. Lorsque leur combine arrive à se gripper, à s'essouffler, nous sommes nombreux à courir aux portillons pour la relancer, pour la régénérer avec du sang neuf pour la rendre encore plus prospère, toujours plus puissante. Sans nous, le coronavirus Paul Kagamé n'est rien du tout ici ou ailleurs ; sans nous, il n'aurait ni les moyens ni le prestige avec lesquels il se pavane partout ; sans nos bêtises à répétition, le monde découvrirait la face cachée de l'affreux Führer et le détesterait, comme il honnit autrefois Adolphe Hitler dont il est le parfait clone ; alors, ce monstre disparaîtrait et l'Occupation rwandaise avec lui. En effet, qu'on l'assimile à un cancer ou à une endémie, le joug rwandais, dont souffre le Congo, rassemble un ensemble typique de caractéristiques de développement et de conséquence. A préciser que le cancer est à prendre dans une dimension individuelle débouchant sur la mort ou la survie de la personne gangrénée. Alors qu'avec l'endémie, c'est l'approche communautaire dans son développement qui est, ici, prise en compte. Dans les deux cas, le pronostic dépend beaucoup du stade auquel on intervient pour restreindre la contagion, en ce qui concerne l'endémie, ou pour stopper la croissance, à propos du cancer. Dans ce dernier cas, je me suis laissé entendre dire qu'à la phase de métastase, le patient est inéluctablement condamné à mourir à plus ou moins brève échéance. . . Le Congo est-il déjà à la phase de métastase, pour le cancer, ou d'épidémie, pour le virus ? Faut-il laisser la maladie aller jusqu'à l'irréversible ou avons-nous le discernement, la conscience et les moyens d'intervenir avant pour espérer stopper le pire emballement ?

### **Occupation rwandaise s'apparente à une épidémie ou à un cancer en phase terminale !**

Assimiler l'Occupation rwandaise à une endémie ou à un cancer dans le corps socio-politique du Congo invite à bien diagnostiquer le stade de son développement auquel on l'évalue aujourd'hui pour se faire une idée sur les conséquences et les issues possibles. De prime abord, force est de constater que, succédant à celle du Mouvement de Libération du Congo (MLC) et du Parti Lumumbiste Unifié (PALU), la destruction en cours de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) fait basculer tous les principaux traditionnels mouvements politiques institutionnels congolais dans le camp des traîtres à la Nation, des collabos et des auxiliaires de l'Occupation. La conjoncture prend une tournure plus dramatique encore avec la personnalité des derniers pantins rigoureusement choisis à dessein pour permettre à l'Occupation de franchir de nouvelles étapes, d'accéder à d'ultimes paliers, probablement déterminants et irréversibles. Ici, à voir la naïveté avec laquelle les Tshilombo et Kabund exécutent les missions, qui leur sont imparties, il y a lieu de redouter que l'Occupation rwandaise s'apparente désormais à une véritable épidémie ou à un cancer en phase terminale. A moins que. . .

### **A l'instar du Royaume-Uni face au Coronavirus, ce sont les intérêts économiques qui priment !**

Assimiler l'Occupation rwandaise à une épidémie permet de poser dessus un regard éclairé par l'épreuve du Coronavirus. En effet, l'apparition de l'épidémie a fait émerger deux pôles de réactions de résistance ou de combat : le confinement, pour limiter la propagation intercommunautaire de la maladie, d'une part, et le laisser-faire, misant sur les capacités de résistance individuelle au virus ou l'« immunité de masse »<sup>i</sup>, d'autre part. L'Italie, par exemples, risque de compter beaucoup de morts et connaître également la récession ! Champion

toutes catégories du libéralisme, le pays de Son Altesse Royale semble avoir pris le pari de prévenir la récession économique au détriment des vulnérables et des faibles ainsi sacrifiés. De la sélection naturelle au sacrifice humain calculé, il n'y a qu'un pas que beaucoup de nations capitalistes franchissent rationnellement lorsqu'elles privilégient la santé de l'économie nationale. Charles Robert Darwin était anglais et Boris Johnson semble dans une tradition séculaire de prime aux meilleurs de l'espèce. Manifestement, c'est l'économie qui dicte les plus importantes décisions au pays de Keynes ! Au Congo aussi, face à l'occupation rwandaise, ce sont les intérêts économiques personnels qui priment, qui dictent des attitudes, qui orientent les décisions. A l'instar de Katumbi, de Gizenga et de Tshibala hier, Kabund, Kabuya et Tshilombo aspirent à être aussi millionnaires aujourd'hui.

**Adolphe Muzito a eu raison, mais il est surtout impérieux et urgent de passer aux actes !**

A la manière du sournois Coronavirus, l'Occupation rwandaise du Congo a déjà atteint des proportions telles qu'il est désormais trop tard pour l'arrêter ou la faire reculer par des stratégies politiques superficielles en termes de démocratisation ou de réformes institutionnelles. Il s'agit d'une véritable épidémie mortelle à laquelle il urge de déclarer une guerre sans merci et le plus tôt serait le mieux. C'est dans cette perspective qu'Adolphe Muzito a eu une inspiration éblouissante lors de son discours d'accession au Praesidium tournant de plate-forme LAMUKA en appelant solennellement à la guerre contre le Rwanda. On reprochera néanmoins au Coordonnateur, aujourd'hui sortant, de la Plateforme patriotique quelques erreurs d'appréciation qui, somme toute, résument l'état récurrent de faiblesse de la Résistance congolaise. Comment remédier à une situation tragique que semblent empirer aussi la conjoncture, tant régionale qu'internationale, que les attitudes passives ou complices des victimes elles-mêmes ? Mais tous les Congolais ne sont pas que des égoïstes, des lâches et des traîtres, par de simples slogans sans lendemain ? A quand alors cette guerre contre l'envahisseur rwandais ? Il y a des vaillances congolaises, qui ont déjà eu à s'illustrer et à marquer l'histoire. Le moment est venu de donner l'occasion aux nouveaux héros congolais d'émerger, de s'illustrer aussi ; en refusant l'esclavage, qui se dessine.

## Erreurs vénielles d'appréciation de Muzito !

Exceptionnellement inspiré ou emporté par des circonstances exceptionnelles, Adolphe Muzito a épaté plus d'un en sortant de l'orthodoxie politique ambiante pour, non seulement désigner solennellement la véritable source des malheurs du Congo et des Congolais, mais également la manière, la plus appropriée, de l'éradiquer. Selon lui, pour « régler la situation, il faut faire la guerre au Rwanda. Si nous voulons contrôler l'Est du Congo, il faut faire la guerre au Rwanda. Pour faire la guerre, il faut une armée, il faut un pouvoir fort, avec de bonnes finances [et] occuper le Rwanda. À la limite, annexer le Rwanda au Congo ». On mesurera la portée de cette déclaration, certes par le gain et le regain de sympathie récoltés par son auteur auprès des patriotes congolais de tout bord, certes ; mais également ou paradoxalement par l'ampleur de la panique qu'elle provoqua au sein de l'establishment simultanément au Congo et au Rwanda. Je serais même tenté d'insister en précisant : davantage au Rwanda qu'au Congo. Car, ici, tétanisés par l'évidence d'un diagnostic, qui met à nu ou détruit les vains subterfuges entretenus par perfidie pour camoufler et préserver des avantages odieusement acquis au prix du sang congolais et de la souveraineté nationale, les occupants et leurs collabos redoutent désormais la chute des masques.

**C'est le serpent, qui se mord la queue !**

Quelque réaliste et séduisante que soit l'analyse du Coordonnateur sortant de LAMUKA dans l'optique pertinente où il l'a articulée, celle-ci pêche néanmoins par quelques erreurs accessoires d'appréciation. En effet, l'insécurité et la déstabilisation au Congo ne sont pas géolocalisées uniquement à l'Est du pays. Comment l'ancien Premier-ministre a-t-il pu oublier les massacres et les fosses communes du Kasai, du Kongo central, de Yumbi, de Maluku et j'en passe ? Par ailleurs, s'il est évident que la sortie de cette crise passe par la guerre contre le Rwanda et, préalablement, par la quête d'une armée nationale forte, lier la constitution de cette armée au retour préalable à la légitimité, à la réforme des institutions politiques, de l'économie et des finances publiques notamment, c'est tomber littéralement dans un cercle vicieux. Comment réorganiser quoi que ce soit dans un pays où vous êtes complètement privé de l'impérium ? Dialoguer avec les oppresseurs c'est s'exposer au jeu de dupes ; négocier les pantins collabos c'est leur reconnaître une certaine légitimité.

*Espoir d'une évolution d'approche, d'attitude et de révolution semble permis !*

Quelle utopie que d'espérer réformer les institutions politiques à l'avantage du peuple dans un pays sous-occupation ? Nous sommes-là dans une variante de ces épiques paradoxes de l'establishment politique congolais. Du reste, à part des vociférations stériles dans la diaspora, les belles déclarations de Muzito demeurent sans lendemain. Et l'auteur lui-même a vite capitulé par un silence ; qui n'est que trop éloquent par lui-même... Même son fidèle compagnon du devoir, pourtant dont la vaillance est largement reconnue et individuellement auréolée par le prestigieux et affectueux sobriquet de « Soldat du Peuple », n'a pas osé lui emboîter le pas. A-t-il jugé l'initiative à haut risque ! Néanmoins, si on veut libérer le Congo, il faudra bien en prendre ! D'ailleurs, le lundi 9 mars 2020, au Sénat français, à l'occasion d'un colloque sur « 60 ans d'instabilité dans l'Afrique des Grands lacs », Adolphe Muzito et Martin Fayulu ont complètement inversé leurs rôles respectifs à la tribune de l'Hémicycle Médicis du Palais du Luxembourg. L'attitude trop timorée de Muzito a largement contrasté avec la virulence verbale affichée par un « Commandant du Peuple » subitement requinqué. Avec aplomb, il a su fustiger, entre autres, l'intrusion des Tutsi dans la vie congolaise ; notamment au sein des Forces Armées Congolaises (FARDC) et, corrélativement les massacres et la passivité de celles-ci. L'espoir d'une évolution d'approche, d'attitude et de révolution semble donc permis !

### **Limites et contraintes stratégiques circonscrivant l'action de Fayulu !**

Cette déclaration du 23 décembre 2020, par Adolphe Muzito, au cours de sa première conférence de presse comme coordonnateur de la plate-forme LAMUKA, faisait, aux yeux de bon nombre d'observateurs des réalités congolaises, office de sortie d'une léthargie indicible ; qui n'avait que trop duré. A l'issue de cette ouverture de brèche,

beaucoup s'attendaient à vivre désormais l'effervescence martiale dans toute la communauté congolaise et son expansion désormais entretenue, voire avivée, au moins sournoisement, par divers leaders politiques de premier plan. Bien au contraire, c'est plutôt à l'affolement mortifiant et à la débandade affligeante qu'on a paradoxalement assisté. Si, pour les collabos avérés et reconnus, aux rangs desquels figurent Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba depuis une belle lurette, l'angoisse et son corrélat, la panique, étaient prévisibles ; l'indéniable et épouvantable douche froide, c'est toutefois le « Commandant du Peuple » lui-même qui l'imposera à ses adeptes. Très attendu, son Message solennel à la Nation, à l'occasion du Nouvel An, le lundi 30 décembre 2019, ne pouvait avoir du relief et alléchante saveur que dans la mesure où il pouvait aller plus loin que Muzito, qui venait de marquer les esprits, ou, tout au moins, lui emboîter le pas. Mais, avec un discours trop timoré sur l'essentiel, aucun mordant, Fayulu est, malencontreusement, retombé au rang de l'ancien candidat malheureux à la présidentielle de 2018, où certains veulent le cantonner, et a précipitamment cassé l'élan belliciste en construction. Par peur ou par approche stratégique insondable, cet impair s'ajoute à son Plan controversé de sortie de crise pour faire perdre, au crack politique de la présidentielle, une partie de son aura, de son prestige et de ses adeptes conquis de haute lutte ; notamment par une campagne électorale de haute facture et, corrélativement, par un prestigieux plébiscite à présidentielle ; qui restera néanmoins dans les archives de l'Histoire. Mais, avec un regard rétrospectif froid, Fayulu pouvait-il s'y prendre autrement ?

*Ses conditions de déclenchement s'effritant inexorablement, le recours au soulèvement populaire s'éloigne inéluctablement !*

En fait, les gros problèmes auxquels l'évolution politique de Fayulu est confrontée se situent à deux niveaux : au niveau conjoncturel, d'une part et, au niveau stratégique, d'autre part. Le paramètre conjoncturel permet d'évaluer, à l'instant donné, les capacités de mobilisation d'un mot d'ordre pour atteindre, dans les rues, un seuil des manifestants jugé suffisant pour atteindre un objectif visé. Le 12 décembre 1978, plus de deux millions de personnes défilèrent dans les rues de Téhéran pour protester contre la politique du Shah. La violente répression dégénéra en bain de sang et précipita la chute du Shah. Pour faire tomber un régime tel que la kleptocratie instituée au Congo, il faut compter aussi autour d'un million de personnes pour décourager la soldatesque du régime de se livrer à une boucherie sans redouter la réaction de la complice communauté internationale. Or, même aux temps forts de l'unité de l'intrépide Comité Laïc de Coordination (CLC), une telle échelle de mobilisation n'a jamais été atteinte. Aujourd'hui, où Kagamé a réussi à diviser davantage le peuple congolais, à émietter de manière infinitésimale la communauté nationale patriotiquement mobilisée, à semer de vives tensions à tous les échelons intercommunautaires, prôner le soulèvement populaire pour faire tomber un régime

auquel, par défaut de discernement, par fanatisme ou par égarement tribaliste, de larges pans de la population s'identifient, relèverait d'une inquiétante utopie. On sait déjà que le martyr pour aller au Ciel doit remplir certaines conditions ; on imagine très aisément encore l'intérêt politique d'un sacrifice humain. Ici, toute nouvelle boucherie humaine sera, comme jadis, sans récompense. Le compte n'y sera pas !

***La voie politique de la Résistance invite à agir et à avancer avec précaution !***

Par ailleurs, même s'il n'articule pas couramment dans ses discours la non-violence, Fayulu a néanmoins privilégié la composante politique comme voie de conquête de pouvoir, de l'alternance et de Libération du Congo. Dans une république bananière et dans un pays sous occupation, la lutte sur le plan politique a peut-être ses avantages ; mais elle est surtout confrontée à diverses contraintes stratégiques ; qui finissent par en restreindre drastiquement les modes d'expression. Ceux, qui ne l'ont pas suffisamment compris ou intériorisé à temps, ont été définitivement ou temporairement neutralisés. Et, de Laurent-Désiré Kabila à Mike Mukebayi, les exemples sont assez légion pour illustrer une réalité somme toute terrorisante. Ce n'est pas parce que de multiples embûches, lui tendues sur le terrain, ne sont pas concrétisées ou pas évidentes pour certains esprits tordus que le « Commandant du Peuple » va se laisser embrigader dans n'importe quelle aventure ; que préconisent ceux qui, paradoxalement, ne s'illustrent que par des combats par procuration.

***Malgré ses limites et contraintes stratégiques, Fayulu s'impose comme outil de la Résistance et de la quête de la Libération définitive du Congo !***

Longtemps, la Résistance patriotique congolaise a végété, en quête d'un leader à même de parler, de manière collectivement mobilisatrice, au peuple, de le rassembler et de le représenter légitimement dans le concert des nations. A ce jour, comme au cours de la campagne électorale, le « Commandant du Peuple » a su jouer ce triple rôle avec brio. Bravant intimidations, menaces, dangers évidents ou diffus et même des attentats effectifs, il a su courageusement aller sur des champs de bataille, apporter assistance, rendre hommage aux victimes et consoler des survivants de la guerre impérialiste des Tutsi. Malgré brutalités et scènes tragiques déjà éprouvées, il a toujours été la tête de prou de toutes les manifestations de protestation organisées. Incontestablement, il est désormais le plus important et le plus précieux instrument politique fondamental de la Résistance et de la quête de la Libération définitive du Congo. Vouloir lui faire jouer d'autres rôles, qui l'écartent de la stratégie politique, c'est prendre le risque de le surexposer et, corrélativement, de décapiter le front, tant rêvé et chèrement conquis, de la Résistance. Mais le critiquer, lorsqu'il se trompe, oui, pourquoi pas ! Après tout, ne reste-il pas humain ? Mais, la Résistance, si elle veut aller jusqu'à la Libération, a besoin de cohésion. L'union, martèlent les Belges, fait la force ! Pour le peuple congolais martyrisé et en quête de rédemption, c'est



Fayulu qui est aujourd'hui ce facteur d'unité et de cohésion volontariste. S'en prendre gratuitement à lui, c'est vouloir casser cette dynamique salvatrice...

### Les palliatifs possibles !

Certes, est-il l'atout majeur de la Résistance et dans la quête de la Libération définitive du Congo ; mais Fayulu ne saurait conduire tout seul la lutte d'une aussi grande ampleur. De même, la dimension politique de combat, qu'il a préférée embrasser, ne saurait suffire toute seule pour atteindre les objectifs visés. Il y a donc et bien sûr d'autres acteurs avec des rôles spécifiques ; et il y a également d'autres voies à même de conduire le peuple congolais au salut recherché. C'est pourquoi, nous ne demanderons jamais au Président élu de participer systématiquement à tout ce qui, ici et là, est initié, d'être de tous les combats engagés. Parce que certains fronts, tels que la lutte armée, par la délicatesse de leur intrinsèque nature dans le contexte actuel, le fragiliseraient ou ébranleraient sa posture durement conquise d'acteur politique de premier plan et dans son rôle de porte-étendard du peuple martyrisé. Parallèlement, la Résistance et la Libération du Congo ont grandement besoin d'autres alternatives au soulèvement populaire ; même si celui-ci est brandi comme l'unique voie du salut. Bien que souvent évoquées, ces autres alternatives n'ont surtout pas été expérimentées, ni fait objet d'un débat sérieux jusqu'ici. Le moment est peut-être venu d'abord d'évoquer et de revisiter l'expédient, « *le peuple se libère tout seul* », qui impose inopportunément un postulat erroné, factice, dans le débat. Ensuite, nous pourrions scruter de plus près et analyser ces autres voies possibles de Libération. La plus sûre et la plus décisive d'entre elles, c'est la Guerre de Libération. Car, pour se libérer, le peuple doit pouvoir compter d'abord sur lui-même, sur ses propres forces. Bien qu'habituellement contestée par les Congolais, nous proposons néanmoins le recours à la Force internationale d'imposition de la paix ; parce que l'outil est bien à la mode sous d'autres cieux et serait d'une application très opportune dans le contexte actuel des massacres incessants.

#### *Une grosse aberration : « un peuple se libère tout seul » !*

L'Imam Ayatollah Khomeiny l'a articulé : « Le peuple se libère lui-même ! ». Et il pouvait le martelait avec aisance et assurance ; parce qu'il s'appuyait sur un peuple hautement bien structuré dans la résistance et au bénéfice d'une longue tradition révolutionnaire. Est-ce déjà le cas pour le Congo ? Rien n'est moins sûr ! Mais, si la Révolution iranienne s'est opérée au détriment des intérêts et visions de l'Occident, des Etats-Unis plus spécialement, elle a aussi bénéficié de l'appui direct de la Syrie et de la Libye et indirect de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) de la prestigieuse époque. Paradoxalement, la Reconquête chinoise de 1945 face à l'invasion japonaise a été étroitement soutenue par les Etats-Unis<sup>ii</sup>. Quant à la France,

c'est depuis Londres que le Général Charles de Gaulle lance son célèbre Appel du 18 Juin, invitant le peuple français à résister à l'Occupation allemande. La Libération proprement dite sera surtout l'œuvre du Corps des Marines des États-Unis. Alors que, vis-à-vis de la Couronne britannique, les États-Unis eux-mêmes se libèrent avec l'aide des diverses puissances européennes, dont la France par l'intermédiaire de La Fayette<sup>iii</sup>. Enfin, à une échelle plus générale, le processus d'émancipation des territoires coloniaux vis-à-vis des métropoles colonisatrices s'est opéré avec des soutiens plus ou moins importants des réfractaires idéologiques dans les rangs colonisateurs mêmes et avec l'appui agissant de l'Organisation des Nations unies (ONU). Dès lors, surtout après Yalta<sup>iv</sup>, difficile de trouver, dans ce monde de plus en plus intégré, la référence d'un peuple ayant su se libérer tout seul d'un quelconque joug, imposé par l'autocratie interne ou importé par des envahisseurs étrangers !

Par ailleurs, dans sa formulation originelle, le Québécois Louis Gauthier articulait sa citation sous une forme longue : « *On ne libère pas un peuple, un peuple se libère lui-même. Tant qu'il s'érige des images de sa liberté, il se crée de nouvelles chaînes !* ». Appliqué au contexte congolais en cours, l'adage invite à quelques observations. Qui est le plus apte à conduire la Résistance congolaise ? A mobiliser les Congolais pour la Libération ? Est-ce Boketshu wa Yambo, Odon Mbo, Honoré Ngbanda, Martin Fayulu, Jean-Pierre Bemba, Moïse Katumbi ou Félix Tshilombo ? Quel Congo après une éventuelle Libération ? La reconstruction du pays devrait-elle se faire sous l'égide de Boketshu avec sa horde des Combattants, de l'expérimenté Honoré Ngbanda avec son escadron des Résistants ou du Président déjà élu Martin Fayulu Madidi en s'appuyant sur les structures déjà en place de Lamuka ?

A côté de ce débat sur les personnes et sur leurs atouts personnels respectifs, l'autre incidence, certes beaucoup moins en vue, mais à prendre néanmoins en considération, s'appesantit conjointement sur la voie la plus adéquate pour conquérir la Libération. A ce jour, c'est le soulèvement populaire qui a largement la cote auprès des patriotes conscientisés et mobilisés. Mais, sa concrétisation sur le terrain pose problème. Pourquoi alors se priver, au préalable et sans débat de fond, d'autres potentielles options ? Nous avons déjà évoqué le sujet ; nous y revenons ci-bas.

Toujours est-il l'obstruction vient de la foule d'images désordonnées, sur des considérations prématurées, oiseuses et pénalisantes, que beaucoup se projettent sur des actions, certes fondamentales ; mais qui sont encore bien loin de s'amorcer. Des images désastreuses, dont les effets peuvent être cruels ; parce qu'elles finissent par générer des polémiques, désorienter certains, freiner l'ardeur des plus motivés et dissuader complètement d'autres. A l'aune de l'expérience, le bon sens nous dicte de plus en plus et de plus en plus fortement, qu'une telle situation est, en fait, l'envers de ce que nous recherchons. Pour se libérer, le peuple a besoin de se rassembler,

d'unir ses forces pour escompter l'effet des synergies collectives. Ceux, qui multiplient indéfiniment des structures de Résistance ou ne cherchent à s'exprimer que sous le label exclusif de ces dernières, doivent prendre conscience qu'ils sèment des divisions, affaiblissent leur camp et freinent l'élan vers la Libération.

*Du recours à la Force internationale d'imposition de la paix !*

« Une opération d'imposition de la paix est une mission conduite sous l'égide d'une organisation internationale ou d'une coalition d'États volontaires. Avec ce mandat, les militaires engagés peuvent avoir recours à la force pour accomplir leur mission. Lorsqu'une opération d'imposition de la paix est menée sous l'égide de l'ONU, c'est en vertu du Chapitre VII de la Charte de cette organisation et c'est le Conseil de Sécurité qui a la charge de la mettre sur pied. »<sup>v</sup> Pour la première fois, l'ONU a eu recours à la Force internationale d'imposition de la paix dans le cadre de la Guerre de Corée et à l'encontre des assaillants de la Corée du Nord sur le Sud. Les Nord-coréens étant farouchement opposés à la division de leur pays et déterminés à nettoyer leur péninsule de l'influence occidentale. Forcément, ils avaient le soutien de l'URSS. C'est pourquoi la résolution onusienne en faveur d'une Force internationale d'imposition de la paix fut votée au moment où l'URSS pratiquait encore le boycott des sessions à l'ONU. Echaudée et instruite à l'aune des faits, elle ne reproduira plus jamais l'erreur. L'épisode reste en mémoire ; parce que la toute jeune Chine populaire entra directement en guerre aux côtés des troupes assaillantes nord-coréennes. L'apport de l'URSS resta indirect, mais immense. Le Conseil de Sécurité fit également recours au chapitre VII de la Charte de l'ONU pour autoriser une mission d'imposition de la paix au Koweït. L'opération « tempête du désert », janvier 1991, se solda par le retrait des forces irakiennes du territoire koweïtien.

Le Congo lui-même a déjà connu ou bénéficié, à trois reprises au moins, de l'opération d'imposition de la paix. Du 6 juin au 6 septembre 2003, la mission Artémis a été déployée en Ituri par l'Union européenne (UE), mais sous l'autorité du Conseil de Sécurité de l'ONU<sup>vi</sup>. Elle réussit à stopper immédiatement les combats, à assurer la sécurité de la population civile, du personnel de l'ONU et des organisations humanitaires ainsi qu'à mettre en place une nouvelle brigade des casques bleus dénommée « Brigade Ituri ». En 2006, bis repetita et sur la demande de l'ONU, l'UE dépêcha l'EUFOR RD Congo<sup>vii</sup>, du 12 juin au 30 novembre 2006, chargée de sécuriser le processus électoral ; notamment pour dissuader ceux qui seraient tentés d'utiliser la violence pour s'y opposer. Enfin, en novembre 2012, le conflit congolais franchit un cap plus inquiétant encore avec l'occupation de Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu, par la pseudo rébellion du M23 avec le soutien du Rwanda.

A l'initiative de la France et sur instigation du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le Conseil de Sécurité se résolut à mandater sur le terrain la « *Brigade*



*d'Intervention Rapide* »<sup>viii</sup> en force d'appui à la MONUC et avec le mandat express de neutraliser les groupes armés opérant à l'Est du Congo. Mission accomplie avec la déroute et la défaite définitive du M23 et la levée du siège de Goma. A la lumière des résultats ci-dessus, comment comprendre les réticences des Congolais à recourir à une formule qui a pu rendre, parfois, de précieux services ? La question est d'autant plus préoccupante que, jusqu'à présent, ce sont systématiquement les autres, jamais les Congolais, qui ont toujours initié la démarche et que l'ONU est déjà sur le terrain.

### *De la Guerre à la Libération !*

« *Ceux qui professent vouloir la liberté et déplorent l'agitation sont comme le paysan qui voudrait récolter sans avoir labouré* », confessait l'ancien esclave américain Frederick Douglass, devenu acteur politique de premier plan ; jusqu'au rang d'Ambassadeur. Courageux, intelligent, persévérant et résilient, Douglass est l'un de ceux qui ont su conquérir la liberté de manière illégale ; en risquant la mort par la fuite en Europe où il s'est appliqué à s'instruire et à devenir patron de la presse. On imagine la profondeur ou la force de la saveur avec laquelle il dégustait son état d'homme libre, de non-esclave. Eloquent et devenu communicateur professionnel, il a su profiter de son statut pour appeler à l'insurrection générale contre l'esclavage. Si un esclave, dans les conditions très austères du Dix-neuvième siècle, peut imaginer son émancipation par l'insurrection ; comment, en plein Vingt-unième siècle triomphant, tout un peuple peut-il ployer, courber l'échine, gémir et se laisser humilier et exterminer depuis des décennies ? Congolais ou pas, pour quiconque de normalement constitué, comprendre ce qui se passe au Congo débouche fatalement, non pas sur l'inéluctabilité, mais forcément sur l'irréfusable impérativité et l'urgence absolue d'une légitime guerre de libération sans merci. Celle-ci est donc la voie royale de Libération de ce Congo ruiné et humilié. Mais faut-il en réunir les moyens !

S'exprimant au cours de la Conférence historique sur la Guerre d'Algérie, tenue à l'Université Emir Abdelkader de Constantine, Allaoua Amara, un des spécialistes de l'histoire de l'Algérie, s'est largement appesanti sur les facteurs ayant contribué au déclenchement de cette célébrissime guerre de libération. Il a notamment indiqué que la glorieuse Guerre de libération avait été déclenchée, le 1er novembre 1954, grâce au courage et à la détermination farouche de ceux qui avaient pris la résolution de refuser l'esclavage. Ils étaient donc opiniâtrement décidés ; et ce malgré leur nombre restreint au début, ainsi que les difficultés et les échecs d'organisation auxquels ils ont largement dû faire face. Mais, aujourd'hui, on sait qu'en dépit de tout, les descendants sont fiers de leurs braves ascendants et, surtout, de l'aboutissement de cette longue Guerre de libération de l'Algérie qui, rappelons-le, s'est soldée par la reconnaissance, le 5 juillet 1962, par la France et par le monde, de l'indépendance de l'Algérie. Depuis lors, le pays d'Ahmed Ben Bella reste un état respecté et redouté.

En interne, il peut politiquement s'organiser de manière pleinement souveraine et gère à sa guise et avec une totale autonomie ses richesses. Voilà l'exemple à suivre !

En effet, l'exemple de la libération de l'Algérie renseigne qu'*on ne gagne rien si on n'ose rien*. Appliquée à la situation en cours au Congo de Lumumba, la belle sentence prend encore plus de sens lorsqu'on la reformule autrement : « *Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu !* », prévenait Bertolt Brecht<sup>ix</sup>. Bien sûr si, en suivant les recommandations du Coordonnateur sortant de Lamuka, A. Muzito, le Congo engage la guerre contre le Rwanda, il pourrait perdre, peut-être une bataille, voire plusieurs. Mais, faut-il pour autant se démoraliser, constamment reculer et définitivement désespérer ? Non ! il faut de la détermination, du courage, du dévouement à la cause commune, la Libération du Congo, si on veut faire plier nos ennemis. C'est donc en s'engageant enfin dans une guerre de Libération qu'on peut espérer changer la donne sur le terrain, progresser et reconquérir la Patrie !

Eclairage,  
Chronique de Lwakale Mubengay Bafwa

*AVIS et considérations exprimés sous cette rubrique n'épousent pas nécessairement les positions officielles de la Convention des Congolais de l'Étranger (CCE) ; dont l'auteur ci-dessus n'est d'ailleurs plus membre.*

---

<sup>i</sup> Elle suppose qu'en contractant la maladie, la majorité de la population va développer l'immunité naturelle. Une fois qu'un seuil suffisant de personnes aura ces anticorps, la maladie cessera de se répandre.

<sup>ii</sup> Sous l'impulsion du lieutenant-général américain Albert Wedemeyer.

---

<sup>iii</sup> D'origine noble, mais idéologiquement d'orientation libérale, La Fayette fut officier et homme politique français et américain. Nommé général par George Washington à l'âge de 19 ans, il s'engage dans leur Guerre d'Indépendance en 1777 et s'illustra en particulier lors de la victoire de Yorktown le 19 octobre 1781.

<sup>iv</sup> Ville de Crimée, où se tint, du 4 au 11 février 1945, la célèbre Conférence de Yalta, qui jeta les bases de la coexistence pacifique, de l'intégration planétaire et de la gouvernance mondiale.

<sup>v</sup> J. Michael Grieg et Paul F. Diehl, *The Peacekeeping-Peacemaking Dilemma*, 30 novembre 2004, dans *International Studies Quarterly*, vol. 49, pp. 621-645.

<sup>vi</sup> Selon la Résolution 1484, du 30 mai 2003, du Conseil de Sécurité de l'ONU.

<sup>vii</sup> Selon la Résolution 1671, du 25 avril 2006, du Conseil de Sécurité de l'ONU.

<sup>viii</sup> Approuvée par la Résolution 2098 du Conseil de Sécurité de l'ONU, du 18 mars, présentant cette brigade comme une force de réaction rapide chargée de conduire des « offensives ciblées » contre les groupes rebelles du pays.

<sup>ix</sup> Essayiste, dramaturge, metteur en scène, écrivain et poète allemand.